

Paris, le 20 Décembre 2011

Communiqué

Elisabeth GUIGOU,

Secrétaire nationale du Parti socialiste chargée de la réforme de l'Etat et des collectivités territoriales

Yves KRATTINGER,

Responsable du pôle « Territoires, Services Publics et Ruralité » dans l'équipe de campagne de François HOLLANDE

Les collectivités territoriales à nouveau dans le viseur de l'UMP

Le projet de l'UMP propose trente milliards d'euros de dépenses nouvelles sur cinq ans, en présentant un projet « à coût zéro ». Comment ? En optant pour une solution que l'UMP a déjà maintes fois utilisée : faire régler le chèque par les collectivités territoriales. Lesquelles, pour mémoire, cet automne déjà, ont été « mises à contribution » par le gouvernement, pour la réduction de la dette publique.

Cette fois, en cas de victoire de Nicolas SARKOZY en 2012, la facture serait beaucoup plus salée pour des collectivités territoriales que la droite, décidément, s'échine à étouffer. Ainsi peut-on lire dans le projet de l'UMP que les dotations annuelles aux collectivités baisseraient de 2 Milliards en 2013, 4 Mds en 2014, 6 Mds en 2015, 8 Mds en 2016 et 10 Mds en 2017, soit, au total, 30 Milliards sur 5 ans.

Sous prétexte d' « équité » dans les efforts demandés pour la réduction de la dette publique, la droite propose donc d'amplifier scandaleusement « *l'érosion continue des finances des collectivités locales* », pourtant fort justement pointée du doigt par l'alarmant rapport de l'Observatoire des finances locales. Les mauvais coups portés par le gouvernement aux collectivités, ont, en 2010, eu déjà des effets néfastes : affaissement très significatif (-8,3 %) et généralisé des investissements, hausse de la dette (+3,4 %), chute sans précédent des subventions d'équipements accordées aux communes par les Départements (-14,3 %) et par les Régions (-11,1 %), avec d'évidentes conséquences sur les capacités futures d'investissement des communes et des intercommunalités.

L'UMP n'en a cure : il faut en effet impérativement payer la facture de cinq ans de gestion inepte, dispendieuse et très injuste de l'Etat, ainsi que les cadeaux fiscaux aux privilégiés. Et comme les collectivités territoriales ont le mauvais goût d'être majoritairement dirigées par la gauche, elles figurent en première ligne du viseur libéral de l'UMP.

Au final, ce sont les citoyens qui endurent la dégradation des services publics locaux, subiraient l'abandon de projets d'investissement, souffriraient de la réduction des aides au tissu social et aux activités culturelles... Mais si l'UMP se préoccupait du sort des Français, cela fait cinq ans déjà que cela se saurait...

Les mauvais coups préparés contre les services publics territoriaux sont une raison supplémentaire de vouloir le changement en 2012.

Il est indispensable de reconstruire une relation de confiance entre l'Etat et les collectivités locales. Cela passe nécessairement par l'abrogation de la loi ayant instauré le Conseiller territorial, la simplification et l'efficacité de notre organisation sur le territoire à travers l'instauration des collectivités chefs de file, le rétablissement de la clause générale de compétence sans laquelle aucun projet de terrain ou de développement économique, social ou culturel n'est envisageable. Avec François HOLLANDE, il y aura un contrat fort, un pacte de confiance durable au service des citoyens, entre l'Etat et les collectivités garantissant à celles-ci une autonomie effective.